

éditoriaux & opinions

La reprise en Asie va-t-elle ouvrir la voie ?

La Chine donne déjà des signes d'une reprise en V. Mais, à l'image des pays développés, le retour à un régime de croissance équilibré et durable passera par des réformes d'ampleur des règles de la finance, y compris en Asie.

Les derniers indicateurs économiques des économies avancées du monde demeurent mitigés. Quelques signes de stabilisation apparaissent. Mais stabilisation ne signifie pas reprise imminente. Il est possible que le rythme de la détérioration ralentisse, mais un déclin est toujours en déclin. Le chômage est en constante progression. La confiance des consommateurs et des entreprises ne s'est pas rétablie. En Asie les signaux sont nettement plus favorables. La production industrielle en Corée du Sud, à Singapour et en Thaïlande a connu une hausse ces derniers mois. Et, alors que la plupart des économies asiatiques ont subi leurs plus mauvaises performances depuis la crise financière en Asie de 1997-1998, nous pensons qu'elles ont touché le fond.

La Banque asiatique de développement (BAD) prévoit que la croissance des produits intérieurs bruts (PIB) des pays émergents de l'Asie de l'Est n'atteindra pas moins de 3 % cette

année — à un bien meilleur niveau que dans d'autres régions du monde. L'Asie va-t-elle ouvrir la voie de la reprise mondiale ? C'est tout à fait possible. Nous tablons sur une reprise en V — la croissance dans la région va probablement connaître une progression d'environ 6 % l'année prochaine. Cependant, ce sont toujours deux points de moins que la croissance moyenne de 8 % enregistrée entre 2003 et 2007. En effet, si nous pensons que les stimuli impulsés par les gouvernements vont relancer la demande intérieure, nous doutons que la demande externe qui a propulsé les exportations au cours des années précédant la dernière crise revienne de sitôt. Nous considérons actuellement que l'économie américaine va se contracter de 3 % cette année, tandis que les économies de l'Europe et du Japon vont probablement décroître de respectivement 4,3 % et 5,8 %.

La Chine est à la pointe de la reprise en Asie. Les dépenses agressives du gouvernement dans ce pays — plus

de 7 % du PIB cette année, et 8 % en 2010 — vont stimuler la croissance intérieure. Et cet élan, à son tour, devrait aider d'autres économies asiatiques à repartir, dès lors que la Chine sera demandeuse de leurs marchandises. La Chine est le plus grand acheteur étranger de produits coréens et le deuxième pour le Japon, absorbant environ un quart des exportations coréennes et un sixième des exportations japonaises. Quelque 12 % des exportations totales des cinq plus grandes économies d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam) rejoignent la Chine.

Mais cela ne suffira pas à ramener l'Asie en cours de développement aux niveaux de croissance constatés ces récentes années. Pour que ce phénomène commence à se produire, les consommateurs des principales économies du monde doivent également recommencer à acheter des marchandises venues d'Asie. Les États-Unis, le Japon et l'Europe restent les principaux marchés pour

les exportateurs asiatiques. Le commerce intra-asiatique a connu une progression rapide ces dernières années, mais il demeure largement basé sur les pièces et les composants plutôt que les produits finis. La capacité de la Chine à maintenir une croissance économique supérieure à 8 % dépend d'une reprise mondiale afin de générer une demande extérieure pour ses exportations. Une croissance économique dépendant de stimuli n'est pas fiable. Il est clair que la Chine ou l'Asie à elle seule ne peuvent pas être le seul moteur de croissance de la région. L'Asie en voie de développement a besoin de deux moteurs : la Chine et les principales économies avancées.

Un rééquilibrage des sources de croissance s'impose. Même si la demande dans les économies avancées retrouve ses niveaux d'avant la crise, cela ne suffira pas à absorber des exportations asiatiques en pleine expansion. La clé pour soutenir une croissance économique à long terme en Asie consiste à renforcer la propre demande intérieure et régionale de l'Asie.

Les gouvernements ne peuvent plus miser sur des stratégies de développement axées sur les exportations. Le raffermissement des réseaux de sécurité sociale, l'élargissement et l'approfondissement des marchés financiers, le soutien aux petites et moyennes entreprises (notamment dans les services) et l'augmentation

de la flexibilité des taux de change sont autant de facteurs qui contribueront à renforcer la demande intérieure. Cependant, un rééquilibrage efficace exige des politiques à la fois du côté de la demande et du côté de l'offre. Il faudra du temps pour développer des industries nationales plus compétitives et efficaces.

Pour éviter toute répétition de la crise financière mondiale, les décideurs politiques de la région doivent améliorer et rationaliser leurs régimes de réglementation et de supervision, tout en renforçant la coopération régionale et mondiale. Dans leur ensemble, les systèmes et établissements financiers de l'Asie de l'Est en pleine émergence ont été protégés de l'impact direct de la crise financière mondiale. La résilience des systèmes bancaires asiatiques a été attribuée aux réformes qui ont eu lieu dans le sillage de la crise financière en Asie en 1997-1998. Néanmoins, la gestion actuelle des risques et la surveillance prudentielle sont clairement insuffisantes. Aussi bien les banques que les autorités régulatrices doivent-elles mettre à jour leurs systèmes, afin de se préparer à des risques et défis futurs. Si l'Asie est déjà sur la voie de la reprise, un retour à une croissance économique à long terme, soutenue et rapide, requerra un rééquilibrage des sources de cette croissance et la préservation de la stabilité des marchés financiers. ■



POINT DE VUE JONG-WHA LEE

Économiste en chef à la Banque asiatique de développement